

« l'économe » bourgeoisie française considérera comme intolérable cette « rente » versée aux sans travail, et, d'autre part, les sans travail, eux, jugeront ce « secours » absolument insuffisant. Au contraire, la politique des grands travaux est beaucoup plus habile. Elle donnera à l'ouvrier un salaire de famine, mais que l'ouvrier, réduit à la misère, acceptera parce qu'il sera quand même supérieur à son allocation de sans travail (25 francs par jour, par exemple, au lieu de 10 ou 12 au plus).

Ainsi, l'Etat, sous prétexte de venir au secours des sans-travail, prend l'initiative de cet avilissement des salaires. L'industrie privée suit : le tour est joué (1).

(1) Il est curieux de voir de quelle façon la bourgeoisie amorce sa politique générale de baisse des salaires. Elle ne dit pas : l'ouvrier a des salaires trop élevés. Elle s'efforce de démontrer qu'un certain niveau de vie, qu'elle détermine elle-même, peut être pris comme base d'un certain taux de salaire.

C'est ainsi que dans le *Petit Journal* du 5 janvier, M. Marcel Nadaud déterminait le budget type d'un travailleur parisien de la façon suivante :

| | | |
|---|-----------|---|
| Nourriture (15 francs par jour) | 5.475 | » |
| Chambre (140 francs par mois) | 1.680 | » |
| Blanchissage (8 fr. 25 par semaine) | 429 | » |
| Transports, tabac et divers | 750 | » |
| Achats : un complet | 300 | » |
| — un pardessus (tous les 2 ans) | 150 | » |
| — un chapeau et un tricot | 80 | » |
| — linge et tenue de travail (30 fr. par mois) | 360 | » |
| — Chaussures (2 paires et ressemelage) | 200 | » |
| Total | Fr. 9.424 | » |

Nous avons attribué par semaine 8 fr. 25 au blanchissage d'après le barème suivant :

| | | |
|--------------------------------------|---|----|
| 1 chemise | 2 | » |
| 1 flanelle | 1 | 25 |
| 1 caleçon | 1 | 25 |
| 1 col | 0 | 50 |
| 3 mouchoirs | 0 | 75 |
| 2 paires de chaussettes | 1 | » |
| 1 bleu (tous les 15 jours 1/2) | 2 | » |

Nous avons tenu à citer tout au long ce budget d'ouvrier, chef-d'œuvre inconscient d'un journaliste bourgeois, qui ne trouve évidemment rien d'anormal à ce qu'un ouvrier se nourrisse avec 15 francs par jour (dans quelle gargote ?), se loge avec 140 francs par mois (dans quel taudis ?) et, note comique, n'use pas plus d'un col par semaine (le dimanche et pour aller à la messe, sans doute !)

Bien entendu, M. Nadaud s'apitoie énormément sur le sort de ce travailleur parisien. Ce qu'il oublie de dire, c'est que le salaire type qu'il lui assigne est inférieur à 30 francs par jour ! Mais justement ne s'agissait-il pas de démontrer qu'un ouvrier pouvait être logé, nourri, blanchi et même acheter du tabac et aller au cinéma avec un salaire inférieur à 30 fr. par jour. Voilà un procédé qui illustre bien l'hypocrisie de notre bourgeoisie.

2° Dans la situation présente où la production d'un Etat capitaliste doit se replier en quelque sorte sur elle-même pour procéder à une sévère révision de ses bases, le problème de la main-d'œuvre ne peut être résolu que par une réduction de la main-d'œuvre doublée d'une réduction des salaires. Mais, jeter purement et simplement dans la rue les ouvriers retirés de la production nationale, peut constituer une manœuvre dangereuse pour la classe au pouvoir. L'idée de faire servir cette main-d'œuvre supplémentaire à la création d'un outillage moderne perfectionné, est autrement adroite. Tôt ou tard, l'industrie privée peut espérer entrer en possession de cet outillage, créé provisoirement pour le compte de l'Etat et pour lequel l'Etat aura versé à la classe ouvrière des salaires infimes.

La France a précisément besoin, pour affronter (à égalité de valeur des devises), la concurrence étrangère, d'un outillage moderne qu'elle ne possède pas encore, ou que seules possèdent quelques industries nées de la guerre ou rééquipées avec l'argent des emprunts pour les régions libérées.

Or, si la classe ouvrière crée de nouvelles et puissantes sources de production pour l'Etat capitaliste, ce ne peut être qu'à la seule condition qu'elle contrôle ensuite l'exploitation de ces richesses. Sans cela, à quoi aboutirait-elle ? A se forger de nouvelles chaînes, à renforcer la puissance de l'impérialisme français, donc à renforcer sa propre exploitation. La classe ouvrière doit considérer avant tout ses intérêts de classe; la classe ouvrière doit avoir les yeux fixés sur les moyens de production dont dispose la bourgeoisie, mais avec l'idée qu'elle doit s'emparer de ces moyens de production et transformer les instruments de son esclavage en instrument de

La crise économique éprouvera aussi la bourgeoisie. Une partie importante des classes moyennes et des classes paysannes, qui avait trouvé dans l'inflation une contre-partie à la dévalorisation de ses capitaux ou de ses rentes d'avant guerre, va être durement touchée.

Dans une période historique aussi grave, il importe donc que la classe ouvrière se prépare à cette crise et aux conséquences qu'elle peut avoir, dans un esprit de classe absolument intransigeant.

Céder un pouce de terrain à la bourgeoisie ; entrer dans son jeu, correspondrait, pour la classe ouvrière française à faire, sans avoir combattu, un pas en arrière.

Accepter le combat, au contraire, et dès aujourd'hui sur la question du chômage, c'est faire un pas en avant dans la voie de la révolution.

CLARTE.

Le Fascisme, forme actuelle du Catholicisme politique

LES RAPPORTS DU QUIRINAL ET DU VATICAN. — LA LUTTE DU FASCISME ET DU BAS CLERGE. — MUSSOLINI CATHOLIQUE. — LA « MISSION CATHOLIQUE ET ROMAINE » DU FASCISME. — LA GRANDE POLITIQUE DU VATICAN. — CATHOLICITE OU LIBERTE.

Dans une interview qu'il donnait récemment à un envoyé spécial de la *Prensa*, de Buenos-Aires, Mussolini s'exprimait ainsi au sujet de la « révolution fasciste » : « Nous avons fait et nous continuons à faire la révolution à la romaine, en respectant la couronne, l'église et le capital privé. » (1)

Cela dit, que reste-t-il donc de révolutionnaire dans le fascisme ?

Nous avons vu que l'Etat fasciste se présente comme un Etat d'exception, mais que l'origine même de cet Etat est contre-révolutionnaire. En réalité, le fascisme a défendu, malgré elle, une bourgeoisie décomposée contre la révolution prolétarienne. L'Etat fasciste, s'il gouverne contre une fraction de la bourgeoisie italienne, gouverne surtout, avant tout, contre le prolétariat. L'impérialisme fasciste tend à assurer définitivement l'hégémonie d'une grande bourgeoisie d'affaires en exploitant, au profit de cette bourgeoisie, le sentiment national et religieux des masses petites bougeoises et paysannes. Le fascisme espère maintenir son pouvoir en donnant, d'une part, les possibilités à la classe capitaliste italienne de s'enrichir; d'autre part, en faisant participer le prolétariat italien aux superbénéfices, et, par conséquent, en corrompant une partie de ce prolétariat, en s'en faisant un auxiliaire.

C'est pourquoi le fascisme doit, pour continuer à exister en tant que fascisme, se constituer le levier de deux politiques : l'une d'impérialisme agressif, l'autre, conditionnant la première, d'exaltation du sentiment national et religieux; nous avons étudié ce que représentait l'impérialisme fasciste; nous avons à voir maintenant ce qu'est la politique nationale et religieuse du fascisme : les deux constituant ce que Mussolini appelle, en propres termes « la mission catholique et romaine du fascisme ».

(1) Voir dans le n° 4 de *Clarté* ma précédente étude : *L'impérialisme fasciste*.

Ce n'est qu'au prix de longs efforts et par la mise en œuvre d'une politique souverainement habile, que Mussolini, tantôt usant de la force, tantôt de la ruse, semble avoir finalement réussi à forcer la résistance du Vatican, puisque le pape, à la suite du récent attentat contre le Duce, s'est décidé à prendre position d'une façon publique.

LES RAPPORTS DU QUIRINAL ET DU VATICAN

Voici, en effet, de quelle façon, le correspondant du *Daily Mail*, à Rome, a rendu compte de cette importante nouvelle :

« Le pape a donné, hier (1^{er} novembre), instruction à un prélat du Vatican d'exprimer à M. Mussolini ses félicitations personnelles d'avoir échappé à l'attentat commis contre lui, lundi dernier.

Le pape, bien qu'il eût manifesté son indignation, n'était jamais entré en rapport avec M. Mussolini à la suite des précédents attentats perpétrés contre celui-ci.

Aujourd'hui, après avoir téléphoné au ministre des Affaires étrangères pour se renseigner sur la résidence actuelle de M. Mussolini, le prélat, émissaire du Saint-Père, a rejoint le premier ministre à Forli, où, au cours d'un entretien particulier, il lui a donné connaissance du message pontifical.

L'Osservatore romano, organe du Vatican, qui, à l'occasion de la fête de la Toussaint, n'avait pas paru, publiait hier (1^{er} novembre), une note flétrissant l'attentat de Bologne :

« Nous pensons, écrit le journal, que seuls les esprits aveuglés par une haine sectaire allant jusqu'à la folie, ne savent pas apercevoir combien un attentat contre la vie de celui qui dirige les destinées du pays, frapperait, outre sa personne, tout le peuple italien (sic) !

Par conséquent, en partageant les sentiments exprimés par le pape et l'épiscopat italien, nous nous associons autant à l'exécration universelle pour la folie de ce crime qu'à la reconnaissance